

pour se rendre admissible à un prêt? A mon avis, la modification représente une amélioration, mais je fais des réserves au sujet du groupe d'âge. De même que le député d'Oshawa-Whitby, à une époque d'expansion de l'éducation des adultes, je trouve qu'il serait peu réaliste d'imposer dans le bill une limite d'âge. Ce serait vieux jeu, un peu démodé.

Il y a lieu de souligner, monsieur l'Orateur, que les prêts aux étudiants ont aidé bien des jeunes Canadiens à pousser ou à terminer leurs études, mais qu'il serait par contre insensé de croire que les prêts suffisent par eux-mêmes à les instruire. Mes propres enfants sont à la veille d'aller à l'université et, lorsque je pense au fardeau financier que je ne pourrai pas porter seul, le problème devient beaucoup plus névralgique qu'académique.

Personnellement, j'ai connu certains problèmes qui se posent quand on doit travailler pour se faire instruire. Il fut un temps où ceux qui passaient par cette épreuve disaient que c'était une expérience désirable qui devrait arriver à tout le monde. Je n'en conviens pas du tout. Lorsque je songe aux heures perdues, à l'énergie gaspillée, aux rudes efforts mal dirigés que cela représentait, je suis tout à fait de l'avis de feu M. Sydney Smith, un Canadien que j'admire beaucoup.

Rappelant sa propre expérience, il a déclaré ne pas souhaiter la voir partagée par des jeunes de notre pays ou d'un autre. C'est vraiment un problème très, très difficile. A une époque d'inflation et de vie de plus en plus chère, n'allons pas nous abuser au point de croire que cette mesure soulagera les jeunes ou leurs parents de tout leur fardeau. C'est une aide appréciable, mais insuffisante.

Monsieur l'Orateur, au cours de la discussion très intéressante de cet après-midi, certains députés ont traité du problème des universités. J'ai noté particulièrement à ce sujet les observations du député de Gloucester (M. Breaux). Cependant, je ne pense pas que le problème le plus important qui se pose à nos universités aujourd'hui soit d'ordre financier. Il existe des problèmes plus graves encore. Toute la question de la liberté des universités émerge d'une façon que l'on n'aurait pas osé envisager dans les établissements cloîtrés de mon époque. Alors, on croyait que le grand danger menaçant la liberté des universités viendrait du dehors. Mais nous vivons actuellement à une époque, au Canada, aux États-Unis et peut-être dans la plus grande partie

du monde occidental, où la liberté de l'enseignement se voit davantage menacée de l'intérieur que de l'extérieur de l'université. C'est là un problème auquel les universités doivent faire face, mais quelques-unes s'y prennent si mal qu'elles s'attirent toutes sortes de difficultés qui rendent toute poursuite normale de leurs activités extrêmement difficile.

Je me suis souvent demandé ce qui se passerait si je quittais la Chambre, forcé ou non par mes électeurs. Retournerais-je à l'enseignement universitaire pour y finir mes jours? Or, quand je vois les difficultés que traversent les universités, je sais qu'à moins d'être bien aguerri, il me faudrait aspirer au Sénat pour plus d'idées et d'inspiration...

Une voix: Des idées, là, il y en a des tas.

M. Macquarrie: Mon ami dit qu'il y a une foule d'idées là-bas et peut-être aussi un nouvel élixir de vie.

Monsieur l'Orateur, la Chambre sait parfaitement que les universités aujourd'hui sont en proie au trouble, à la confusion et à l'agitation, et que, très souvent, le danger vient de l'intérieur. Peut-être est-ce là l'une des révélations de notre société. En fait, monsieur l'Orateur, j'ai l'impression, en ce qui concerne l'avenir de notre Parlement, que les plus grands dangers actuels ne proviennent pas de l'extérieur mais de l'intérieur. Mais nous en reparlerons un autre jour et, je pense, bien souvent encore.

Ceci dit, monsieur l'Orateur, je reconnais qu'il y a d'autres problèmes d'importance vitale, notamment l'argent pour le Canadien moyen, et pour la jeunesse désireuse de s'armer pour mieux servir ses intérêts propres et ceux du pays et de la collectivité, et que ces choses occupent une place prépondérante, à mesure que la tâche de gagner sa vie et de boucler son budget se complique. Elle se complique surtout pour ceux qu'on appelle «les pauvres prospères», c'est-à-dire la classe moyenne qui n'est pas au bout de ses difficultés si les recommandations du Livre blanc sont mises en vigueur.

Ces dernières années, nous avons vu diminuer les occasions d'emploi pour les jeunes en été, et c'est une autre raison pour laquelle les prêts sont importants. Les demandes de renseignements et les plaintes des étudiants sur la pénurie d'emplois d'été augmentent chaque année. L'an dernier s'est révélé particulièrement néfaste aux étudiants en quête de tels emplois, et je crains que cette année ne soit pire.